

**L'assistance aux Belges
détenus à l'étranger**

**Bijstand aan Belgen in
buitenlandse gevangenissen**

**Beistand für belgische
Inhaftierte im Ausland**

**Support for Belgian
detainees abroad**



4 L'assistance aux Belges
détenus à l'étranger

14 Bijstand aan Belgen in
buitenlandse gevangenissen

24 Beistand für belgische
Inhaftierte im Ausland

34 Support for Belgian
detainees abroad

L'assistance aux Belges détenus à l'étranger

Avant-propos

Le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement est régulièrement interrogé par des compatriotes arrêtés à l'étranger. **Cette brochure vise à répondre aux questions éventuelles tant des détenus mêmes que de leur famille.**

Vous faire arrêter à l'étranger signifie pour vous et votre famille le début d'une période difficile. Vous vous trouvez dans un pays dont vous ne connaissez ni les usages ni les procédures judiciaires, où le juge ne parle pas votre langue et dans lequel le système juridique et carcéral est parfois fort différent. **Notre ambassade belge ou consulat belge peut vous prêter assistance à l'étranger.** Le service Coopération judiciaire internationale à Bruxelles peut guider votre famille ou votre partenaire.

Vous ne pouvez cependant pas utiliser le fait que vous soyez étranger pour vous soustraire aux procédures judiciaires du pays où vous avez, intentionnellement ou non, enfreint la loi. Vous ne pouvez pas davantage bénéficier, en tant qu'étranger, d'un traitement de faveur.

Les autorités belges ne peuvent pas intervenir pour vous garantir une immunité, pour faire annuler des décisions prises par les instances locales ou pour s'immiscer dans le cours de procédures judiciaires. Ces limites découlent directement de principes de droit international universellement admis.

Que peuvent faire nos ambassades et consulats ?

Si le pays dans lequel vous êtes arrêté ou détenu ne respecte pas les droits de la défense, vous inflige un traitement moins favorable ou commet une discrimination sur la base de votre statut d'étranger, **vous pouvez avertir l'ambassade ou le consulat qui prendra contact avec les services concernés afin de les informer de vos droits.** Où que vous soyez arrêté, des principes de droit international telle que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme vous garantissent un traitement correct et digne.

Que pouvez-vous faire si vous êtes arrêté ou emprisonné à l'étranger ?

Pour bénéficier d'une assistance consulaire, il convient tout d'abord **d'avertir l'ambassade ou le consulat par écrit ou par téléphone de votre arrestation.** Les autorités locales ne sont pas tenues d'aviser les autorités belges de votre arrestation et négligent d'ailleurs souvent de le faire. Vous devez en faire la demande expresse. Vous pouvez indiquer à l'ambassade ou au consulat quelles personnes doivent être mises au courant de votre détention. Vos proches ou amis peuvent également avertir l'ambassade ou le consulat de votre arrestation.

La plupart des États sont parties à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires dont l'article 36 stipule que vous avez le droit d'informer votre ambassade ou consulat de votre arrestation et, si vous n'êtes pas en mesure de le faire, de le demander aux gardiens ou aux assistants sociaux. Si la Belgique ne dispose pas de représentation dans le pays dans lequel vous êtes arrêté, vous avez le droit, en qualité de citoyen de l'Union européenne, de demander qu'une ambassade ou un consulat d'un autre État membre de l'UE représenté sur place soit averti(e).

Tous les renseignements que vous communiquez à propos de votre situation demeurent strictement confidentiels conformément à la loi belge sur la protection de la vie privée. Si votre famille ou vos amis approchent le SPF Affaires étrangères afin d'obtenir des informations complémentaires sur votre situation, celles-ci ne leur seront communiquées que si vous en avez donné préalablement l'autorisation à l'ambassade ou au consulat.

Assistance à la famille et aux amis de Belges détenus à l'étranger

Votre famille et vos amis aussi sont en proie à l'incertitude et se posent des questions. Ils peuvent s'adresser au service Coopération judiciaire internationale du SPF Affaires étrangères.

Des collaborateurs prêteront une oreille attentive à leurs questions et préoccupations et y répondront dans la mesure du possible. Le service est joignable par téléphone (en semaine) et par e-mail.

- Tél.: +32 2 501 81 11
(de 9h00 à 16h00)
- E-mail : C1mail@diplobel.fed.be

Les collaborateurs de ce service pourront leur fournir des renseignements généraux sur le système judiciaire et sur les conditions de détention dans le pays concerné.

Pour autant que vous en ayez donné l'autorisation, le service Coopération judiciaire internationale répondra aux questions de vos proches et amis au sujet de votre situation personnelle. Le service peut également fournir des informations sur les possibilités de communication ou d'envoi de colis et d'argent.

Rendre visite à un ami ou à un membre de la famille en prison à l'étranger ou lui envoyer un colis ou de l'argent

Lorsque des membres de la famille ou des amis souhaitent vous rendre visite ou vous aider en vous envoyant des vêtements, de la nourriture, de l'argent ou d'autres objets, **il est important**

de savoir au préalable ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.

Ce qui est autorisé dans un pays est peut-être interdit dans un autre. Il se peut en outre que dans un même pays les règlements et usage varient d'une prison à l'autre. De la même manière, les règles en matière de visites ou la procédure d'envoi de colis peuvent varier d'un pays à l'autre.

En règle générale, la direction pénitentiaire ouvre les colis et souvent le courrier transmis aux détenus. Il est également possible que les conversations téléphoniques soient mises sur écoute.

Par ailleurs les visites peuvent connaître des restrictions : dans certains pays, elles ne sont autorisées que certains jours ; dans d'autres, leur fréquence est limitée ou elles sont réservées aux personnes ayant un lien spécifique avec le détenu (par exemple sur présentation d'un acte de naissance, d'un acte de mariage,...). Il arrive ainsi qu'un droit de visite soit refusé au partenaire non marié.

Afin d'éviter toute déception (par exemple, en cas de crise sanitaire comme la COVID-19, les visites peuvent être interdites ou restreintes), nous vous conseillons de vous adresser aux gardiens ou aux assistants sociaux. **Avant de procéder à un envoi ou d'effectuer une visite, la famille ou les amis ont tout intérêt à consulter le service Coopération judiciaire internationale du SPF Affaires étrangères (C1.2).** Les collaborateurs de ce service entre-

tiennent des contacts étroits avec les ambassades et les consulats belges partout dans le monde et peuvent dès lors fournir de précieux conseils.

Le choix d'un avocat

Le choix d'un avocat revêt une importance primordiale et doit s'opérer avec soin, d'autant plus lorsque vous vous trouvez dans un pays dont vous ignorez la langue et les coutumes.

Ce choix vous appartient ; nos ambassades et consulats ne peuvent pas décider à votre place, être votre conseil juridique ou plaider votre cause auprès du juge. Comme c'est le cas en Belgique, la préparation de votre défense ne relève que de vous-même et de votre avocat.

Les collaborateurs du service Coopération judiciaire internationale peuvent néanmoins vous fournir une liste d'avocats locaux spécialisés (par exemple en matière pénale) ou qui ont déjà assuré la défense d'autres ressortissants belges.

Cette liste a pour seul objectif de vous aider à faire votre choix, elle ne comporte aucune appréciation de valeur et ne prétend nullement être exhaustive. Il vous est bien entendu loisible d'opter pour l'avocat qui vous paraît le plus adéquat. L'expérience montre qu'il est utile de tenir compte des facteurs suivants :

- l'expérience de l'avocat concerné dans des causes similaires à la vôtre ; sa réputation ;

- son aptitude à s'exprimer dans une langue que vous comprenez ;
- sa disposition à fixer le montant de ses honoraires pour toute la durée du procès, y compris une éventuelle procédure d'appel.

L'ambassade ou le consulat ne peut intervenir dans votre procédure. Les principes internationalement reconnus de la séparation des pouvoirs et de la non-ingérence dans les affaires intérieures leur interdisent toute intervention.

Les services consulaires

Les services qu'offrent nos ambassades et consulats varient en fonction du cas et du pays où vous êtes arrêté. En Europe, l'assistance est plus réduite.

Vous trouverez ci-dessous **un aperçu des différents services** que les ambassades et consulats peuvent, à **votre demande**, vous fournir.

En général, l'ambassade ou le consulat peut :

- informer votre famille ou vos amis de votre arrestation ;
- vous fournir, ainsi qu'à votre famille, des renseignements sur le système carcéral du pays ;
- prendre contact avec les services concernés afin de les informer de

vos droits à la défense et/ou de votre droit à un traitement égal, si le pays dans lequel vous êtes arrêté ou détenu ne respecte pas les droits de la défense, vous inflige un traitement moins favorable ou commet une discrimination sur la base de votre statut d'étranger.

Si vous êtes détenu en dehors de l'Europe, l'ambassade ou le consulat peut aussi :

- vous aider à prendre/entretenir le contact avec les membres de votre famille par exemple en vous remettant les lettres qu'ils vous adressent (pour autant que cela soit autorisé et que les services postaux soient déficients) ou transférer des messages (dans le cas où vous ne pourriez utiliser les services téléphoniques) ;
- entretenir un contact avec vous en vous rendant par exemple une visite consulaire ;
- s'occuper de l'achat, à vos frais et dans la limite de ce qui est permis, de nourriture, de vêtements ainsi que d'autres biens de première nécessité que vous ne pourriez vous procurer en milieu carcéral. L'ambassade ou le consulat n'accorde aucune aide financière aux Belges détenus. Vous devrez donc prélever les fonds nécessaires sur vos propres ressources ou faire appel à votre famille ou vos amis ;

- vous faciliter le transfert de fonds dans le cas où les moyens classiques seraient peu fiables ou inopérants.

Il se peut toutefois que dans certaines circonstances particulières (par exemple crise sanitaire), une visite consulaire soit impossible ou soumise à certaines conditions.

Selon les situations et le pays où vous vous trouvez, une aide plus spécifique peut être envisagée.

Vous devez toutefois savoir que, pour des raisons juridiques et déontologiques, **les ambassades et consulats ne peuvent en aucun cas :**

- agir en tant que conseil juridique et interpréter les lois locales ;
- choisir, recommander ou imposer un avocat ou encore intervenir dans la préparation de votre défense ;
- payer les frais de justice, les amendes, les frais de traduction/d'interprétation ou les honoraires de votre avocat ;
- enfreindre ou contourner les interdictions afin de vous apporter en prison ou d'en sortir certains objets importants pour vous ;
- s'occuper de l'organisation du voyage ainsi que du logement des personnes vous rendant visite.

Le transfert des personnes condamnées

Il est possible dans certains cas que des personnes condamnées à l'étranger et qui y purgent leur peine soient transférées dans une prison de leur propre pays afin de leur permettre de mieux se préparer à reprendre une vie normale dans leur pays.

Trois accords permettent le transfèrement des personnes condamnées :

1. La « **Convention sur le transfèrement des personnes condamnées** », signée à Strasbourg le 21 mars 1983 et ratifiée par la Belgique le 6 août 1990. Cette Convention s'applique aux pays suivants : Andorre, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chili, Corée, Costa Rica, Danemark, Équateur, États-Unis, Géorgie, Ghana, Honduras, Inde, Irlande, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Macédoine du Nord (ancienne République yougoslave de Macédoine), Maurice, Mexique, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Norvège, Panama, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Suisse, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine et Venezuela.

D'autres États pourraient avoir adhéré entre-temps à la Convention. Le service Coopération judiciaire internationale (C1.2) et l'ambassade ou le consulat belge de l'État de condamnation peuvent vous renseigner à ce sujet.

2. Depuis le 5 décembre 2011, une **décision-cadre européenne (Décision 2008/909/JAI) règle le transfèrement de prisonniers au sein de l'Union européenne**. Cette décision-cadre s'applique actuellement **dans 24 des 27 États membres de l'Union européenne** : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque et Suède. Seuls l'Irlande, le Danemark et la Bulgarie doivent encore transcrire cette décision-cadre dans leur législation nationale ; en attendant, la Convention de 1983 y reste d'application.
3. Cette possibilité de transfèrement peut également être fixée **dans un accord entre la Belgique et un pays en particulier**. A ce jour, des traités bilatéraux de ce type ont été conclus avec la République dominicaine, Hong Kong, le Maroc, la Thaïlande, l'Albanie, le Kosovo, le Brésil et la Chine. Dans la mesure du possible, des accords bilatéraux sur ce sujet seront également envisagés à l'avenir.

Votre transfèrement éventuel vers une prison belge est toutefois soumis à un ensemble de conditions, qui peuvent se résumer comme suit :

1. La décision de justice prononcée à votre encontre doit être définitive ; en d'autres termes, tant qu'il

reste une possibilité de faire appel du jugement ou de l'arrêt, la procédure de transfèrement ne peut être entamée.

2. Le délit qui est à la base de votre demande de transfèrement doit être punissable au regard de la législation des deux États.
3. Vous devez généralement marquer votre accord sur votre transfèrement. Ce qui implique que vous devez vous-même expressément introduire votre demande de transfèrement. La décision-cadre prévoit cependant aussi la procédure sans l'accord de la personne condamnée.
4. L'État de condamnation (l'État dans lequel vous êtes détenu) et l'État d'exécution (la Belgique) doivent avoir approuvé l'un et l'autre votre transfèrement. Votre transfèrement n'est pas un droit accordé d'office. Vous pouvez seulement exprimer le désir d'être transféré.
5. Au moment de la réception de votre demande vous devez encore avoir plus de six mois de peine à purger. L'expérience nous a toutefois appris que la procédure de transfèrement dure dans la plupart des cas plus de six mois.
6. Le SPF Affaires étrangères n'est pas impliqué dans la procédure de transfèrement. Celle-ci relève de la compétence du SPF Justice, en vertu de la Convention de 1983 et des traités bilatéraux. Le parquet du procureur du Roi de Bruxelles

gère les dossiers de transfèrement tombant sous l'application de la décision-cadre européenne.

Toutes vos questions relatives à l'état d'avancement de la procédure doivent dès lors être directement adressées à ces services. Le SPF Affaires étrangères ne peut en cela pas intervenir en tant qu'intermédiaire.

Organisations d'aide en Belgique

Pour les difficultés engendrées en Belgique du fait de votre détention, **votre famille peut s'adresser aux maisons de justice**. Il peut s'agir de problèmes tels que la dénonciation de contrats de location ou d'assurance, la régularisation de votre situation par rapport à votre employeur, au CPAS ou à d'autres organismes d'assistance.

Les maisons de justice sont organisées par zones géographiques (Bruxelles, Arlon, Charleroi, Dinant, Huy, Liège, Marche-en-Famenne, Mons, Namur, Neufchâteau, Nivelles, Tournai et Verviers) et orientent le membre de votre famille qui en fait la demande vers l'organisme d'aide compétent pour son lieu de résidence.

La mission des maisons de justice est de contribuer à une société plus harmonieuse, en aidant à la prise de décisions judiciaires adéquates, en soutenant le justiciable, en exécutant avec professionnalisme les décisions judiciaires, en travaillant sur la réin-

tégration de l'auteur des faits et en soutenant sa demande de désistance (sortie de la délinquance) tout en préservant la sécurité publique pendant et après exécution.

Les maisons de justice peuvent également vous assister pour votre réintégration dans la société en Belgique après votre libération. Dans cette optique, elles joueront un rôle de passerelle pour vous et votre famille et faciliteront vos contacts avec le CPAS compétent, l'Office national de l'Emploi, les services de l'emploi de votre région, les bureaux d'intérim...

En conclusion

Vous faire arrêter ou emprisonner dans un pays étranger dont vous ne connaissez pas les procédures judiciaires, vous trouver devant un juge qui ne parle pas votre langue, sont des situations très éprouvantes pour vous comme pour votre famille.

Il est bon de savoir que nos ambassades et consulats ont l'expérience de ce genre de situations.

Voici un résumé de certains renseignements et conseils utiles :

1. En cas d'arrestation ou d'incarcération, les autorités locales ne sont pas tenues d'en aviser votre ambassade ou consulat et négligent, en général, de le faire.
2. Dans le cadre de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations

consulaires, **vous devez donc formellement demander de pouvoir faire appel à l'assistance :**

- de l'ambassade ou consulat belge établi dans le pays où vous vous trouvez ;
- de l'ambassade ou consulat d'un autre pays européen chargé de prêter assistance aux Belges lorsqu'il n'y a pas d'ambassade ou consulat belge dans ce pays (dans le cadre de l'accord sur l'assistance consulaire européenne).

3. **En Belgique, votre famille ou vos amis peuvent prendre contact avec le service Coopération judiciaire internationale** (voir adresse ci-dessous), qui répondra à leurs questions concernant l'assistance au détenu, le système judiciaire et les prisons dans le pays concerné, le droit de visite, l'envoi de colis et de lettres et éventuellement à toutes autres demandes d'informations plus spécifiques.
4. Vous disposez du droit de décider qui doit et qui peut être informé de votre situation.
5. Le choix d'un avocat doit être opéré avec soin et prudence. **Les ambassades et consulats disposent d'une liste d'avocats** dans le pays où vous vous trouvez. Celle-ci n'a qu'une valeur informative et le choix n'appartient qu'à vous.

6. Les ambassades et consulats peuvent fournir des informations et prêter assistance mais ne peuvent prendre de décisions ni entreprendre des démarches juridiques en vos lieu et place, ni encore plaider pour un traitement de faveur.
7. Les renseignements communiqués par vous-même, votre famille ou vos amis au SPF Affaires étrangères ainsi qu'aux ambassades et consulats sont traités en toute confidentialité.

Informations de contact

**Service public fédéral Affaires étrangères,
Commerce extérieur et Coopération au Développement**

Rue des Petits Carmes, 15 — 1000 Bruxelles

Mail : C1mail@diplobel.fed.be

Tél. : +32 2 501 81 11

Fax : +32 2 501 81 70

Bijstand aan Belgen in buitenlandse gevangenissen

Voorwoord

De Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking krijgt regelmatig vragen van landgenoten die gearresteerd werden in het buitenland. **Deze brochure wil een antwoord geven op de eventuele vragen van zowel de gedetineerden als van hun familie.**

Als u gearresteerd werd in het buitenland dan breekt voor u en uw familie een moeilijke periode aan. U bent in een land waar u de gebruiken en gerechtelijke procedures niet kent, de rechter uw taal niet spreekt en waar het rechtstelsel en gevangenisstelsel soms helemaal anders is. **Onze Belgische ambassade of ons Belgisch consulaat kan u bijstand bieden in het buitenland.** De dienst Internationale Gerechtelijke Samenwerking in Brussel kan uw familieleden of partner begeleiden.

U kan het feit dat u een buitenlander bent echter niet gebruiken om u te onttrekken aan de gerechtelijke procedures van het land waar u, opzettelijk of niet, de wet hebt overtreden. Evenmin kan u als buitenlander een voorkeursbehandeling krijgen.

De Belgische autoriteiten kunnen niet tussenbeide komen om u immuniteit te verlenen, om beslissingen van de lokale overheden ongedaan te maken of om zich te mengen in het verloop van de gerechtelijke procedures. Dit is een rechtstreeks gevolg van algemeen aanvaarde en wereldwijd toegepaste beginselen van internationaal recht.

Wat kunnen onze ambassades en consulaten doen?

Als het land waar u gearresteerd of opgesloten bent uw recht op verdediging niet respecteert of u slechter behandelt of discrimineert omdat u buitenlander bent, **kan u dit communiceren aan onze ambassade of consulaat die dan contact zal opnemen met de bevoegde diensten om hen op uw rechten te wijzen.** Waar u ook bent aangehouden, internationale verdragen zoals de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens staan er immers voor garant dat u een correcte en menswaardige behandeling krijgt.

Wat kunt u doen als u in het buitenland wordt gearresteerd of opgesloten?

Als u consulaire bijstand wenst moet u de **ambassade of het consulaat schriftelijk of telefonisch op de hoogte brengen van uw arrestatie.** De lokale overheden zijn immers niet verplicht uw aanhouding aan de Belgische overheden te melden en laten trouwens vaak na dit te doen. U moet ze er uitdrukkelijk om verzoeken. U kan de ambassade of het consulaat dan ook meedelen wie u wenst dat op de hoogte gebracht wordt van uw aanhouding. Ook familieleden of vrienden kunnen de ambassade of het consulaat op de hoogte brengen van uw arrestatie.

De meeste landen zijn lid van het Verdrag van Wenen van 1963 inzake consulaire verkeer. In dit verdrag staat (artikel 36) dat u het recht hebt om uw ambassade of consulaat op de hoogte te brengen van uw arrestatie. Als u daar zelf niet toe in staat bent kan u dit vragen aan uw cipier of de sociaal werker. Als België geen vertegenwoordiging heeft in het land waar u bent gearresteerd, hebt u als inwoner van de Europese Unie het recht een ambassade of consulaat van een andere lidstaat van de Europese Unie, die wel in dat land aanwezig is, te laten waarschuwen.

Alle inlichtingen die u verstrekt over uw toestand zijn strikt vertrouwelijk, krachtens de wet op de bescherming van de private levenssfeer in België. Wanneer uw familie of vrienden de Federale Overheidsdienst (FOD) Buitenlandse Zaken contacteren om meer informatie te krijgen over uw toestand zal die slechts meegedeeld worden als u daartoe de toestemming hebt gegeven via een voorafgaand contact met de Belgische ambassade of het Belgisch consulaat.

Bijstand aan familie en vrienden van Belgen in buitenlandse gevangenis

Ook uw familie en vrienden blijven met vele vragen en onzekerheden achter. Zij kunnen zich wenden tot de dienst Internationale

Gerechtelijke Samenwerking van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking. Medewerkers zullen luisteren naar hun vragen en bezorgdheden en deze, in de mate van het mogelijke, beantwoorden. De dienst is telefonisch op weekdays en per mail bereikbaar.

- Tel.: +32 2 501 81 11
(tussen 9.00 u. en 16.00 u.)
- Mail: C1mail@diplobel.fed.be

De medewerkers van deze dienst kunnen hen algemene informatie verstrekken over het rechtssysteem en over de omstandigheden van opsluiting in een bepaald land.

Als u toestemming geeft kan de dienst Internationale Gerechtelijke Samenwerking ook antwoorden op de vragen van uw familieleden of vrienden over uw persoonlijke situatie. De dienst kan ook inlichtingen geven over de mogelijkheden om contact met u op te nemen of pakjes/geld op te sturen.

Een vriend of familielid bezoeken in een buitenlandse gevangenis of een pakje of geld opsturen

Wanneer familieleden of vrienden u willen bezoeken of helpen door kleren, etenswaren, geld, of andere zaken op te

sturen **is het belangrijk om op voorhand te weten wat mag en niet mag.**

Wat toegestaan wordt in het ene land is misschien verboden in het andere. Bovendien variëren de voorschriften of gebruiken in hetzelfde land nog van de ene gevangenis tot de andere. Ook de bezoekregeling of de procedure over het opsturen van pakjes kunnen verschillen van land tot land.

Een algemene regel is dat de gevangenisdirectie pakjes, en meestal ook brieven, die naar gedetineerden worden gestuurd, openmaakt. Telefoon gesprekken kunnen worden afgeluisterd.

Meestal gelden er ook bepaalde beperkingen voor bezoeken: in sommige landen zijn die slechts op bepaalde dagen toegestaan, in andere is het aantal bezoeken beperkt of moet men een bijzondere band met de gedetineerde kunnen aantonen (bijvoorbeeld door het voorleggen van geboorteaktes, huwelijksakte,...). Zo wordt het bezoekrecht soms geweigerd aan de ongehuwde partner.

Om teleurstellingen te vermijden (bijvoorbeeld in geval van een sanitaire crisis, zoals COVID-19, kan bezoek verboden of beperkt worden), raden wij u aan contact op te nemen met uw cipiers of sociaal werkers. **Alvorens iets op te sturen of een bezoek te brengen, kunnen familie of vrienden het best overleggen met de dienst Internationale Gerechtelijke Samenwerking van de FOD Buitenlandse Zaken (C1.2).** De medewerkers van deze dienst staan in nauw contact met

de Belgische ambassades en consulaten over de hele wereld en kunnen daardoor waardevol advies geven.

De keuze van een advocaat

De keuze van een advocaat is een zeer belangrijke keuze die met de grootste zorg moet gebeuren, zeker als u zich in een land bevindt waarvan u de taal en de gewoonten niet kent.

U moet die keuze zelf maken; onze ambassades en consulaten kunnen dat niet voor u doen. Evenmin kunnen zij u voor de rechter verdedigen. Net zoals in België gebeurt de voorbereiding van uw verdediging uitsluitend tussen u en uw advocaat.

Onze medewerkers kunnen u wel een lijst bezorgen van plaatselijke advocaten met bepaalde specialisaties (bijvoorbeeld strafzaken) of advocaten die reeds eerder de verdediging van andere Belgen op zich hebben genomen.

Deze lijst is louter bedoeld om u te helpen bij uw keuze. Ze zegt niets over de bekwaamheid van de advocaten en beweert niet volledig te zijn. U bent uiteraard vrij te kiezen voor de advocaat die u het meest geschikt lijkt. Uit ervaring blijkt dat het nuttig is om met de volgende factoren rekening te houden:

- de ervaring van de advocaat in kwestie met het soort rechtszaak waarin u verwickeld bent; zijn/haar reputatie;

- bekwaamheid om zich uit te drukken in een taal die u begrijpt;
- bereidheid om zijn honorarium voor de hele duur van het proces vast te leggen, eventuele beroepsprocedure inbegrepen.

De ambassade of het consulaat kan niet tussenbeide komen in uw rechtszaak. De internationaal erkende beginselen van scheiding der machten en niet-inmenging in binnenlandse aangelegenheden laten geen interventie van een ambassade of consulaat toe.

De consulaire diensten

De diensten die onze ambassades en consulaten aanbieden verschillen naargelang het geval en het land waar u bent gearresteerd. Binnen Europa is de bijstand beperkter.

Ter illustratie volgt hieronder **een overzicht van de diverse diensten** die onze ambassades en consulaten u, **op uw verzoek**, eventueel kunnen verlenen:

In het algemeen kan de ambassade of het consulaat:

- uw familie en vrienden op de hoogte brengen van uw aanhouding;
- u en uw familie informatie geven over het gevangeniswezen van het land in kwestie;

- contact opnemen met de bevoegde diensten en hen op uw recht op verdediging wijzen en/of op het recht om een gelijkwaardige behandeling te krijgen, als het land waar u gearresteerd of opgesloten bent uw recht op verdediging niet respecteert of u slechter behandelt of discrimineert omdat u buitenlander bent.

Bent u aangehouden buiten Europa, dan kan de ambassade of het consulaat ook:

- u helpen contact te leggen/onderhouden met uw familieleden door u onder andere brieven af te geven (als dat toegestaan is en als de postbezorging te wensen overlaat) of u boodschappen over te brengen (als u geen normaal gebruik kunt maken van de telefoondiensten);
- contact met u onderhouden door u bijvoorbeeld een consulair bezoek te brengen;
- voor zover als toegelaten en op uw kosten, etenswaren, kleren of andere basisbehoeften die u niet kunt krijgen in de gevangenis, voor u aankopen en u bezorgen. Het consulaat verstrekt zelf geen geldelijke steun aan gedetineerde Belgen. Hiervoor zult u bijgevolg moeten putten uit uw eigen middelen of beroep doen op familie of vrienden;
- het overmaken van geld faciliteren als de bestaande kanalen onbetrouwbaar of buiten gebruik zijn.

Het is evenwel mogelijk dat onder speciale omstandigheden (bijvoorbeeld een sanitaire crisis) een consulaire bezoek onmogelijk is of aan bepaalde voorwaarden wordt onderworpen.

Meer specifieke hulp kan eventueel verleend worden al naar gelang de situatie en het land waarin u zich bevindt.

Toch moet u weten dat de ambassades en consulaten om juridische en deontologische redenen in geen geval kunnen:

- optreden als juridisch adviseur of de lokale wetgeving interpreteren;
- een advocaat kiezen, aanbevelen of opleggen, of zich mengen in de voorbereiding van uw verdediging;
- de gerechtskosten, boetes, vertaalkosten of honoraria van uw advocaat betalen;
- de verbodsregels betreffende het binnenbrengen in of het meenemen uit de gevangenis van bepaalde voor u belangrijke zaken, overtrekken of omzeilen;
- de reis of het verblijf regelen van personen die u komen bezoeken.

De overbrenging van veroordeelde personen

In bepaalde gevallen is het mogelijk dat personen die in het buitenland werden veroordeeld en daar ook hun straf uitzitten naar een gevangenis in eigen land worden overgebracht. Op deze manier wil men hen beter voorbereiden op een nieuw en normaal leven in eigen land.

Er zijn 3 akkoorden die de overbrenging van veroordeelde personen mogelijk maken:

1. Het "Verdrag inzake de overbrenging van gevonnenen personen" gesloten in Straatsburg op 21 maart 1983 en door België geratificeerd op 6 augustus 1990. **Het verdrag is in werking in de volgende landen:** Andorra, Armenië, Australië, Azerbeidzjan, de Bahama's, Bolivia, Bosnië-Herzegovina, Bulgarije, Canada, Chili, Costa Rica, Denemarken, Ecuador, Georgië, Ghana, Heilige Stoel, Honduras, Ierland, IJsland, India, Israël, Japan, Liechtenstein, Noord-Macedonië (voormalige Joegoslavische Republiek), Mauritius, Mexico, Moldavië, Mongolië, Montenegro, Noorwegen, Oekraïne, Panama, Rusland, San Marino, Servië, Tonga, Trinidad en Tobago, Turkije, Venezuela, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten, Zuid-Korea en Zwitserland.

Het zou kunnen dat inmiddels nog andere landen het verdrag geratificeerd hebben. U kan zich hierover

informereren bij zowel onze dienst Internationale Gerechtelijke Samenwerking (C1.2) als bij de Belgische ambassade of het Belgisch consulaat in het land van veroordeling.

2. Daarnaast is op 5 december 2011 een Europees Kaderbesluit (Europees Kaderbesluit 2008/909/JBZ) aangenomen dat de overbrenging van gevangenen regelt binnen de Europese Unie. Dit kaderbesluit is momenteel van toepassing op 24 van de 27 lidstaten van de Europese Unie: België, Cyprus, Denemarken, Duitsland, Estland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Hongarije, Italië, Kroatië, Letland, Litouwen, Luxemburg, Malta, Nederland, Oostenrijk, Polen, Portugal, Roemenië, Slowakije, Slovenië, Spanje, Tsjechië en Zweden. Enkel Ierland, Denemarken en Bulgarije dienen dit kaderbesluit nog in hun nationale wetgeving op te nemen, voor deze landen geldt voorlopig nog het Verdrag van 1983.
3. De eventuele overbrenging kan ook vastgelegd zijn in een **akkoord tussen België en één bepaald land**. Tot nu toe zijn er bilaterale verdragen met de Dominicaanse Republiek, Hong Kong, Marokko, Albanië, Kosovo, Brazilië, China en Thailand. Waar mogelijk zal ook in de toekomst overwogen worden om met andere landen bilaterale verdragen te sluiten rond dit onderwerp.

Uw eventuele overbrenging naar België is echter aan een aantal voorwaarden onderworpen, die hieronder in het kort worden samengevat:

1. Uw rechterlijke beslissing moet definitief zijn; dus zolang er beroep tegen het vonnis of arrest mogelijk blijft, kan de overbrengingsprocedure niet worden ingeleid.
2. Het misdrijf dat aan uw verzoek tot overbrenging ten grondslag ligt, moet in de wetgeving van beide staten strafbaar zijn.
3. U moet, in de meeste gevallen, met de overbrenging instemmen. Dat impliceert dat u uitdrukkelijk de overbrenging zelf moet aanvragen. Onder het kaderbesluit is echter ook de procedure zonder uw instemming mogelijk.
4. De staat van veroordeling (dat is de staat waar u opgesloten bent) en de staat van tenuitvoerlegging (België) moeten beide instemmen met uw overbrenging. Uw overbrenging is dus geen recht dat u automatisch wordt verleend. U kan slechts de wens uiten om overgebracht te worden.
5. Op het ogenblik van de ontvangst van uw verzoek moet u nog ten minste zes maanden van de straf uitzitten. De ervaring leert immers dat de overbrengingsprocedure in de meeste gevallen meer dan deze zes maanden in beslag neemt.
6. De FOD Buitenlandse Zaken is niet betrokken bij de procedure tot overbrenging. Ze behoort tot de bevoegdheid van de FOD Justitie in uitvoering van het Verdrag van Straatsburg van 1983 en de

bilaterale verdragen. Het parket van de procureur des Konings van Brussel beheert de dossiers voor overbrengingen onder het Europees Kaderbesluit. Alle vragen over de stand van de procedure moet u dan ook rechtstreeks aan deze diensten richten. De FOD Buitenlandse Zaken kan hierin niet optreden als tussenpersoon.

Hulporganisaties in België

Uw aanhouding in het buitenland kan verschillende moeilijkheden veroorzaken in België. Voor hulp bij bijvoorbeeld het opzeggen van uw huur- en verzekeringsovereenkomsten, de regularisatie van uw werksituatie of van uw contacten met het OCMW en andere dienstverleningsorganisaties, kan u of uw familie terecht bij de Centra voor Algemeen Welzijnswerk.

We vestigen er wel uw aandacht op dat de hulporganisaties in België sociale hulp alleen in eigen land mogen verlenen.

Er zijn 11 CAW's. Ze bieden gediversifieerde hulp- en dienstverlening aan alle personen wiens welzijn in gevaar is. Het CAW van de plaats waar u en/of uw familie gedomicilieerd zijn of van uw laatste domicilie in België, kan bijstand verlenen, afgestemd op uw specifieke problemen. De CAW's verstrekken onder meer eerstelijnsrechtshulp voor eventuele juridische gevolgen in België van uw gevangenschap

in het buitenland. Ze verstrekken geen financiële hulp aan gedetineerden in het buitenland.

De CAW's kunnen eveneens behulpzaam zijn bij uw re-integratie in de Belgische maatschappij. Met dit doel zullen zij voor u en uw familie een brugfunctie vervullen en de weg effenen naar het bevoegde OCMW, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, de tewerkstellingsdiensten van uw gewest, interimkantoren, enz.

Tot besluit

Gearresteerd of opgesloten worden in een land waar u de gebruiken en gerechtelijke procedures niet kent, voor een rechter verschijnen die uw eigen taal niet spreekt, is voor u en uw familie niet makkelijk.

Het is goed te weten dat onze ambassades en consulaten ervaring hebben met dit soort situaties.

We zetten de belangrijkste inlichtingen en raadgevingen nog eens op een rijtje:

1. De lokale overheden zijn niet verplicht uw ambassade of consulaat op de hoogte te brengen van uw arrestatie of opsluiting en laten trouwens vaak na dat te doen.
2. In het kader van het Verdrag van Wenen van 1963 inzake consulaire verkeer **moet u de lokale autoriteiten uitdrukkelijk vragen een**

beroep te mogen doen op de bijstand van:

- de Belgische ambassade of het Belgisch consulaat in het land waar u zich bevindt;
- een ambassade of consulaat van een ander Europees land die bijstand aan Belgen verleent, als er geen Belgische ambassade of Belgisch consulaat in dat land is (in het kader van het akkoord betreffende de Europese consulaire bijstand).

3. **In België kunnen uw familie of vrienden contact opnemen met de dienst Internationale Gerechtelijke Samenwerking** (zie adres hieronder) met vragen over bijstand aan de gedetineerde, het rechtssysteem en de gevangenis in een bepaald land, het bezoekrecht, het opsturen van pakjes of brieven en voor meer specifieke informatie.
4. U beslist wie moet en wie mag ingelicht worden.
5. De keuze van een advocaat moet met de nodige zorg gebeuren. **De ambassades en consulaten beschikken over een lijst van advocaten** in het land waar u zich bevindt. Deze lijst is louter informatief en de uiteindelijke keuze berust uitsluitend bij u.

6. De ambassades en consulaten kunnen wel informatie verstrekken en bijstand verlenen maar kunnen geen beslissingen nemen of juridische stappen ondernemen in uw plaats en geen voorkeursbehandeling bepleiten.
7. Alle informatie die door u, of uw familie en vrienden, aan de FOD Buitenlandse Zaken, ambassades en consulaten verstrekt wordt, is strikt vertrouwelijk.

Contactgegevens

**Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking**

Karmelietenstraat 15 — 1000 Brussel

Mail: C1mail@diplobel.fed.be

Tel.: +32 2 501 81 11

Fax: +32 2 501 81 70

Beistand für belgische Inhaftierte im Ausland

Vorwort

Der Föderale Öffentliche Dienst Auswärtige Angelegenheiten, Außenhandel und Entwicklungszusammenarbeit erhält regelmäßig Anfragen von Landsleuten, die im Ausland festgenommen wurden. **Diese Broschüre soll etwaige Fragen sowohl der Inhaftierten als auch ihrer Angehörigen beantworten.**

Wenn Sie im Ausland festgenommen worden sind, werden Sie und Ihre Angehörige eine schwierige Zeit durchleben. Sie befinden sich in einem Land, in dem Sie die Gepflogenheiten und Gerichtsverfahren nicht kennen, in dem der Richter Ihre Sprache nicht spricht und in dem das Rechts- und Strafvollzugssystem manchmal ganz anders ist. **Unsere belgische Botschaft oder unser Konsulat kann Ihnen im Ausland Unterstützung bieten.** Der Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit in Brüssel kann Ihre Familienangehörigen oder Ihren Partner betreuen.

Sie können sich jedoch nicht auf die Tatsache berufen, dass Sie Ausländer sind, um sich dem Gerichtsverfahren des Landes zu entziehen, in dem Sie - vorsätzlich oder nicht - gegen das Gesetz verstoßen haben. Auch können Sie als Ausländer keine Vorzugsbehandlung erhalten.

Die belgischen Behörden können nicht eingreifen, um Ihnen Immunität zu gewähren, Entscheidungen der örtlichen Behörden aufzuheben oder in Gerichtsverfahren einzugreifen. Dies ist eine unmittelbare Folge der allgemein anerkannten und weltweit angewandten Grundsätze des Völkerrechts.

Was können unsere Botschaften und Konsulate tun?

Wenn das Land, in dem Sie festgenommen oder inhaftiert wurden, Ihr Recht auf Verteidigung nicht respektiert oder Sie schlechter behandelt oder diskriminiert, weil Sie Ausländer sind, **können Sie dies unserer Botschaft oder unserem Konsulat melden, das sich dann mit den zuständigen Stellen in Verbindung setzen wird, um sie auf Ihre Rechte hinzuweisen.** Wo auch immer Sie festgenommen wurden, garantieren internationale Konventionen wie die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte, dass Sie eine angemessene und menschenwürdige Behandlung erhalten.

Was können Sie tun, wenn Sie im Ausland festgenommen oder inhaftiert werden?

Wenn Sie konsularischen Beistand wünschen, müssen Sie die **Botschaft oder das Konsulat schriftlich oder telefonisch über Ihre Festnahme informieren.** Die lokalen Behörden sind nämlich nicht verpflichtet, die belgischen Behörden über Ihre Festnahme zu informieren, was sie häufig nicht tun. Sie müssen sie ausdrücklich darum bitten. Sie können der Botschaft oder dem Konsulat auch mitteilen, wer über Ihre Festnahme informiert werden soll. Auch Familien-

angehörige oder Freunde können die Botschaft oder das Konsulat über Ihre Festnahme informieren.

Die meisten Länder sind Vertragsparteien des Wiener Übereinkommens über konsularische Beziehungen von 1963. In diesem Übereinkommen heißt es (Artikel 36), dass Sie das Recht

haben, Ihre Botschaft oder Ihr Konsulat von Ihrer Festnahme zu benachrichtigen. Wenn Sie dazu nicht in der Lage sind, können Sie Ihren Gefängniswächter oder Sozialarbeiter fragen. Wenn Belgien in dem Land, in dem Sie festgenommen wurden, keine Vertretung hat, haben Sie als Einwohner der Europäischen Union das Recht, eine Botschaft oder ein Konsulat eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union zu benachrichtigen, der in diesem Land vertreten ist.

Alle Informationen, die Sie uns über Ihre Situation zur Verfügung stellen, sind gemäß dem belgischen Gesetz zum Schutz der Privatsphäre streng vertraulich. Wenn sich Ihre Angehörigen oder Freunde an den Föderalen Öffentlichen Dienst (FÖD) Auswärtige Angelegenheiten wenden, um weitere Informationen über Ihre Situation zu erhalten, werden diese nur dann übermittelt, wenn Sie zuvor Ihre Zustimmung durch Kontaktaufnahme mit der belgischen Botschaft oder dem Konsulat gegeben haben.

Unterstützung für Familienangehörige und Freunde von Belgiern in ausländischen Gefängnissen

Auch Ihre Angehörigen und Freunde sind mit vielen Fragen und Unsicherheiten konfrontiert. Sie können sich an den Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit des FÖD Auswärtige Angelegenheiten, Außenhandel und Entwicklungszusammenarbeit wenden. Die Mitarbeiter haben ein offenes Ohr für ihre Fragen und Anliegen und beantworten sie so weit wie möglich. Der Dienst ist werktags telefonisch und per E-Mail erreichbar.

- Tel: +32 2 501 81 11 (zwischen 9.00 Uhr und 16.00 Uhr)
- E-Mail: C1mail@diplobel.fed.be

Die Mitarbeiter dieses Dienstes können sie mit allgemeinen Informationen über das Rechtssystem und die Haftbedingungen in einem bestimmten Land versorgen.

Wenn Sie Ihr Einverständnis geben, kann der Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit auch die Fragen Ihrer Angehörigen oder Freunde zu Ihrer persönlichen Situation beantworten. Der Dienst kann zudem Informationen über die Möglichkeiten bieten, Kontakt zu Ihnen aufzunehmen oder Pakete/Geld zu versenden.

Besuch eines Freundes oder Familienangehörigen in einem ausländischen Gefängnis oder Versand eines Pakets oder Geldes

Wenn Familienangehörige oder Freunde Sie besuchen oder Ihnen helfen wollen, indem sie Kleidung, Lebensmittel, Geld oder andere Dinge schicken, **ist es wichtig, vorher zu wissen, was erlaubt ist und was nicht.**

Was in einem Land erlaubt ist, kann in einem anderen Land verboten sein. Zudem unterscheiden sich die Vorschriften oder Gepflogenheiten in ein und demselben Land von einem Gefängnis zum anderen. Auch die Besuchsregelungen oder das Verfahren für den Versand von Paketen können sich von Land zu Land unterscheiden.

Generell gilt, dass die Gefängnisverwaltung Pakete und in der Regel auch Briefe öffnet, die an Inhaftierte geschickt werden. Telefongespräche können abgehört werden.

In der Regel gibt es auch bestimmte Besuchsbeschränkungen: In einigen Ländern sind Besuche nur an bestimmten Tagen erlaubt, in anderen ist die Anzahl der Besuche begrenzt, oder es muss eine besondere Beziehung zu dem Inhaftierten nachge-

wiesen werden (z. B. durch Vorlage von Geburtsurkunden, Heiratsurkunden,...). So wird beispielsweise dem unverheirateten Partner manchmal das Besuchsrecht verweigert.

Um Enttäuschungen zu vermeiden (z. B. im Falle einer Gesundheitskrise wie COVID-19 können Besuche verboten oder eingeschränkt werden), empfehlen wir Ihnen, sich an Ihre Gefängniswächter oder Ihre Sozialarbeiter zu wenden. **Bevor sie etwas verschicken oder einen Besuch planen, sollten sich Familienangehörige oder Freunde an den Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit des FÖD Auswärtige Angelegenheiten wenden (C1.2).** Die Mitarbeiter dieses Dienstes stehen in engem Kontakt mit den belgischen Botschaften und Konsulaten in aller Welt und können daher wertvolle Auskünfte erteilen.

Die Wahl eines Anwalts

Die Wahl eines Anwalts ist eine sehr wichtige Entscheidung, die mit großer Sorgfalt getroffen werden muss, insbesondere wenn Sie sich in einem Land befinden, dessen Sprache und Gepflogenheiten Sie nicht kennen.

Diese Entscheidung müssen Sie selbst treffen; unsere Botschaften und Konsulate können dies nicht für Sie tun. Ebenso wenig können sie Sie vor Gericht verteidigen. Wie in Belgien erfolgt die Vorbereitung Ihrer Verteidi-

gung ausschließlich zwischen Ihnen und Ihrem Anwalt.

Unsere Mitarbeiter können Ihnen eine Liste lokaler Anwälte mit bestimmten Spezialisierungen (z. B. Strafsachen) oder Anwälte, die bereits die Verteidigung anderer Belgier übernommen haben, zur Verfügung stellen.

Diese Liste soll Ihnen lediglich bei der Auswahl helfen. Sie sagt nichts über die Fähigkeiten der Anwälte aus und erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es steht Ihnen natürlich frei, den Anwalt zu wählen, der Ihnen am geeignetsten erscheint. Die Erfahrung zeigt, dass es sinnvoll ist, die folgenden Faktoren zu berücksichtigen:

- die Erfahrung des betreffenden Anwalts mit der Art der Rechtsache, in der Sie verwickelt sind; sein/ihr Ruf;
- die Fähigkeit, sich in einer Sprache auszudrücken, die Sie verstehen;
- die Bereitschaft, seine Gebühren für die gesamte Dauer des Verfahrens, einschließlich etwaiger Berufungsverfahren, festzulegen.

Die Botschaft oder das Konsulat kann nicht in Ihr Verfahren eingreifen. Die international anerkannten Grundsätze der Gewaltenteilung und der Nichteinmischung in innere Angelegenheiten lassen die Einschaltung einer Botschaft oder eines Konsulats nicht zu.

Die konsularischen Dienste

Die von unseren Botschaften und Konsulaten angebotenen Dienste variieren je nach Fall und dem Land, in dem Sie festgenommen wurden. Innerhalb Europas ist die Unterstützung begrenzter.

Zur Veranschaulichung folgt ein **Überblick über die verschiedenen Dienste**, die unsere Botschaften und Konsulate **auf Ihren Wunsch** hin leisten können:

Im Allgemeinen kann die Botschaft oder das Konsulat:

- Ihre Familie und Freunde über Ihre Festnahme informieren;
- Sie und Ihre Familie mit Informationen über das Strafvollzugssystem des betreffenden Landes versorgen;
- sich mit den zuständigen Stellen in Verbindung setzen, um sie auf Ihr Recht auf Verteidigung und/oder auf gleichwertige Behandlung hinweisen, wenn das Land, in dem Sie festgenommen oder inhaftiert wurden, Ihr Recht auf Verteidigung nicht respektiert oder Sie schlechter behandelt oder diskriminiert werden, weil Sie Ausländer sind.

Wenn Sie außerhalb Europas festgenommen wurden, kann die Botschaft oder das Konsulat:

- Ihnen helfen, den Kontakt zu Ihren Angehörigen herzustellen/aufrechtzuerhalten, indem sie Ihnen u. a. Briefe zustellen (sofern dies erlaubt ist und die Postzustellung mangelhaft ist) oder Ihnen Nachrichten überbringen (wenn Sie die Telefondienste nicht normal nutzen können);
- den Kontakt zu Ihnen aufrechterhalten, z. B. durch einen konsularischen Besuch;
- im Rahmen der Möglichkeiten und auf Ihre Kosten Lebensmittel, Kleidung oder andere lebensnotwendige Dinge, die Sie im Gefängnis nicht bekommen können, für Sie kaufen und Ihnen liefern. Das Konsulat selbst leistet keine finanzielle Unterstützung für inhaftierte Belgier. Dafür müssen Sie also auf Ihre eigenen Mittel zurückgreifen oder sich an Familienangehörige oder Freunde wenden;
- Erleichterung von Geldüberweisungen, wenn die bestehenden Überweisungswege unzuverlässig sind oder nicht mehr genutzt werden.

Unter besonderen Umständen (z. B. bei einer Gesundheitskrise) kann ein konsularischer Besuch jedoch unmöglich sein oder bestimmten Bedingungen unterliegen.

Je nach Situation und Land, in dem Sie sich befinden, kann auch spezifischere Hilfe geleistet werden.

Sie sollten jedoch wissen, dass die Botschaften und Konsulate aus rechtlichen und berufsethischen Gründen unter keinen Umständen:

- als Rechtsberater tätig werden oder die örtlichen Rechtsvorschriften auslegen;
- einen Anwalt wählen, empfehlen oder vorschreiben oder sich an der Vorbereitung Ihrer Verteidigung beteiligen;
- die Gerichtskosten, Bußgelder, Übersetzungskosten oder Ihre Anwaltskosten bezahlen;
- die Verbote, bestimmte für Sie wichtige Gegenstände ins Gefängnis zu bringen oder aus dem Gefängnis zu nehmen, zu verletzen oder zu umgehen;
- die Reise oder die Unterkunft von Personen, die Sie besuchen wollen, organisieren.

Die Überstellung verurteilter Personen

In bestimmten Fällen können Personen, die im Ausland verurteilt wurden und dort auch ihre Strafe verbüßen, in ein Gefängnis in ihrem Heimatland überstellt werden. Somit will man sie besser auf ein neues und normales Leben in ihrem Heimatland vorbereiten.

Es gibt 3 Abkommen, die die Überstellung von verurteilten Personen ermöglichen:

1. Das am 21. März 1983 in Straßburg geschlossene und von Belgien am 6. August 1990 ratifizierte „Übereinkommen über die Überstellung verurteilter Personen“. Das Übereinkommen ist in den folgenden Ländern in Kraft: Andorra, Armenien, Australien, Aserbaidshjan, Bahamas, Bolivien, Bosnien-Herzegowina, Bulgarien, Chile, Costa Rica, Dänemark, Ecuador, Georgien, Ghana, Heiliger Stuhl, Honduras, Irland, Island, Indien, Israel, Japan, Kanada, Liechtenstein, Nordmazedonien (ehemalige jugoslawische Republik), Mauritius, Mexiko, Moldawien, Mongolei, Montenegro, Norwegen, Ukraine, Panama, Russland, San Marino, Serbien, Tonga, Trinidad und Tobago, Türkei, Venezuela, Vereinigtes Königreich, Vereinigte Staaten, Südkorea und Schweiz.

Möglicherweise haben in der Zwischenzeit weitere Länder das Übereinkommen ratifiziert. Informationen hierzu erhalten Sie bei unserem Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit (C1.2) oder bei der belgischen Botschaft oder dem belgischen Konsulat in dem Land, in dem Sie verurteilt wurden.

2. Darüber hinaus wurde am 5. Dezember 2011 ein europäischer Rahmenbeschluss (Europäischer Rahmenbeschluss 2008/909/JI) angenommen, der die Überstellung von Häftlingen innerhalb der Europäischen Union regelt. Dieser Rahmenbeschluss gilt derzeit für 24 der 27 Mitgliedsstaaten der Europäischen Union:

Belgien, Zypern, Dänemark, Estland, Finnland, Frankreich, Deutschland, Griechenland, Ungarn, Italien, Kroatien, Lettland, Litauen, Luxemburg, Malta, Niederlande, Österreich, Polen, Portugal, Rumänien, Slowakei, Slowenien, Spanien, Tschechische Republik und Schweden. Nur Irland, Dänemark und Bulgarien haben diesen Rahmenbeschluss noch nicht in ihr nationales Recht übernommen, und für diese Länder ist das Übereinkommen von 1983 noch in Kraft.

3. Die etwaige Überstellung kann auch in einem Abkommen zwischen Belgien und einem bestimmten Land festgelegt sein. Bislang gibt es bilaterale Verträge mit der Dominikanischen Republik, Hongkong, Marokko, Albanien, dem Kosovo, Brasilien, China und Thailand. Wenn möglich, werden in Zukunft bilaterale Verträge mit anderen Ländern zu diesem Thema in Betracht gezogen.

Ihre mögliche Überstellung nach Belgien ist jedoch an eine Reihe von Bedingungengeknüpft, die im Folgenden kurz zusammengefasst werden:

1. Ihr Gerichtsbeschluss muss rechtskräftig sein; solange also ein Rechtsmittel gegen das Urteil oder die Verurteilung möglich ist, kann das Überstellungsverfahren nicht eingeleitet werden.
2. Die Straftat, die Ihrem Ersuchen um Überstellung zugrunde liegt, muss nach dem Recht beider Staaten strafbar sein.

3. In den meisten Fällen müssen Sie der Überstellung zustimmen. Dies bedeutet, dass Sie die Überstellung ausdrücklich selbst beantragen müssen. Das Verfahren ist nach dem Rahmenbeschluss aber auch ohne Ihre Zustimmung möglich.
4. Der Urteilsstaat (das ist der Staat, in dem Sie inhaftiert sind) und der Vollstreckungsstaat (Belgien) müssen beide Ihrer Überstellung zustimmen. Ihre Überstellung ist also kein Recht, das Ihnen automatisch gewährt wird. Sie können nur den Wunsch äußern, überstellt zu werden.
5. Zum Zeitpunkt des Eingangs Ihres Antrags müssen Sie noch mindestens sechs Monate der Strafe verbüßen. Die Erfahrung zeigt jedoch, dass das Überstellungsverfahren in den meisten Fällen länger als diese sechs Monate dauert.
6. Der FÖD Auswärtige Angelegenheiten ist an dem Überstellungsverfahren nicht beteiligt. Sie fällt in die Zuständigkeit des FÖD Justiz im Rahmen der Umsetzung des Straßburger Übereinkommens von 1983 und bilateraler Verträge. Die Staatsanwaltschaft des Prokurators des Königs verwaltet die Akten für Überstellungen nach dem Europäischen Rahmenbeschluss. Alle Fragen zum Stand des Verfahrens sollten daher direkt an diese Dienste gerichtet werden. Der FÖD Auswärtige Angelegenheiten kann hier nicht als Vermittler auftreten.

Hilfsorganisationen in Belgien

Ihre Festnahme im Ausland kann in Belgien zu verschiedenen Schwierigkeiten führen. Wenn Sie oder Ihre Familie Hilfe benötigen, z. B. bei der Kündigung Ihrer Miet- und Versicherungsverträge, bei der Klärung Ihrer Arbeitssituation oder bei Ihren Kontakten mit dem ÖSHZ und anderen Dienstleistungsorganisationen, können Sie sich an die Zentren für allgemeine Wohlfahrtsarbeit wenden.

Wir möchten Sie darauf aufmerksam machen, dass die Hilfsorganisationen in Belgien nur in ihrem eigenen Land soziale Hilfe leisten dürfen.

Es gibt 11 Zentren für allgemeine Wohlfahrtsarbeit Sie bieten allen Personen, deren Wohlergehen gefährdet ist, vielfältige Hilfe und Dienstleistungen an. Das Zentrum für allgemeine Wohlfahrtsarbeit des Ortes, an dem Sie und/oder Ihre Familie ihren Wohnsitz haben, oder Ihres letzten Wohnsitzes in Belgien kann Ihnen bei Ihren spezifischen

Problemen helfen. Die Zentren für allgemeine Wohlfahrtsarbeit bieten unter anderem einen ersten Rechtsbeistand für alle rechtlichen Folgen Ihrer Inhaftierung im Ausland in Belgien. Sie leisten keine finanzielle Unterstützung für Inhaftierte im Ausland.

Die Zentren für allgemeine Wohlfahrtsarbeit können auch bei Ihrer Wiedereingliederung in die belgische Gesellschaft helfen. Zu diesem Zweck

fungieren sie als Brücke für Sie und Ihre Familie, indem sie Ihnen den Weg zum zuständigen ÖSHZ, zum Landesamt für Arbeitsbeschaffung, zu den Arbeitsämtern Ihrer Region, zu Arbeitsvermittlungsgesellschaften usw. ebnen.

Zum Schluss

Wenn Sie in einem Land festgenommen oder inhaftiert werden, in dem Sie die Gepflogenheiten und Gerichtsverfahren nicht kennen, und wenn Sie vor einem Richter erscheinen, der Ihre Sprache nicht spricht, ist das für Sie und Ihre Familie nicht einfach.

Es ist gut zu wissen, dass unsere Botschaften und Konsulate Erfahrung mit solchen Situationen haben.

Wir haben die wichtigsten Informationen und Hinweise noch einmal zusammengefasst:

1. Die örtlichen Behörden sind nicht verpflichtet, Ihre Botschaft oder Ihr Konsulat über Ihre Festnahme oder Inhaftierung zu informieren, und tun dies oft auch nicht.
2. Gemäß dem Wiener Übereinkommen über konsularische Beziehungen von 1963 müssen Sie die örtlichen Behörden ausdrücklich um Unterstützung bitten von:
 - der belgischen Botschaft oder dem Konsulat in dem Land, in dem Sie sich befinden;

- einer Botschaft oder einem Konsulat eines anderen europäischen Landes, das Belgien Hilfe leistet, wenn es in diesem Land keine belgische Botschaft oder kein belgisches Konsulat gibt (im Rahmen des europäischen Abkommens über konsularische Hilfe).
3. In Belgien können sich Ihre Familienangehörigen oder Freunde an den Dienst Internationale Justizielle Zusammenarbeit (Adresse siehe unten) wenden, wenn sie Fragen zur Unterstützung des Inhaftierten, zum Rechtssystem und zu den Gefängnissen in einem bestimmten Land, zum Besuchsrecht, zum Versand von Paketen oder Briefen und zu weiteren spezifischen Informationen haben.
 4. Sie entscheiden, wer informiert werden soll und darf.
 5. Die Wahl eines Anwalts muss mit der gebotenen Sorgfalt getroffen werden. Die Botschaften und Konsulate verfügen über eine Liste von Anwälten in dem Land, in dem Sie sich befinden. Diese Liste dient ausschließlich zu Informationszwecken und die endgültige Entscheidung liegt allein bei Ihnen.
 6. Die Botschaften und Konsulate können Informationen und Hilfe anbieten, aber keine Entscheidungen treffen oder rechtliche Schritte in Ihrem Namen einleiten und keine Vorzugsbehandlung verlangen.
 7. Alle Informationen, die Sie oder Ihre Familienangehörigen und Freunde dem FÖD Auswärtige Angelegenheiten, den Botschaften und Konsulaten bereitstellen, sind streng vertraulich.

Kontaktangaben

**Föderaler Öffentlicher Dienst Auswärtige Angelegenheiten,
Außenhandel und Entwicklungszusammenarbeit.**

Karmeliterstraße 15 — 1000 Brüssel

E-Mail: C1mail@diplobel.fed.be

Tel.: +32 2 501 81 11

Fax: +32 2 501 81 70

Support for Belgian detainees abroad

Foreword

The Federal Public Service for Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation regularly receives inquiries from compatriots who have been arrested abroad. **This brochure aims to answer any questions that both detainees and their families may have.**

If you have been arrested in a foreign country, this will prompt a difficult time for you and your family. You are in a country where you do not know the customs and court procedures, the judge does not speak your language, and where the legal and prison system is sometimes completely different. **Our Belgian embassy or consulate can offer support abroad.** The International Judicial Co-operation service in Brussels can guide your family members or partner.

However, you cannot use the fact that you are a foreigner to evade the legal proceedings of the country where, whether or not intentionally, you have broken the law. Nor can you receive preferential treatment as a foreigner.

The Belgian authorities cannot intervene to grant you immunity, overturn decisions by the local authorities or interfere in the course of legal proceedings. This is a direct consequence of generally accepted and globally applied principles of international law.

What can our embassies and consulates do?

If the country where you were arrested or detained does not respect your right to defence, treats you worse or discriminates against you because you are a foreigner, **you can communicate this to our embassy or consulate, who will then contact the competent services to make them aware of your rights.** After all, no matter where you have been apprehended, international treaties such as the Universal Declaration of Human Rights guarantee that you will receive proper and humane treatment.

What can you do if you are arrested or detained abroad?

If you want consular assistance, you must notify the **embassy or consulate in writing or by telephone of your arrest.** This is because the local authorities are not obliged to report your arrest to the Belgian authorities and, in fact, often fail to do so. You must explicitly ask them for it. You can therefore inform the embassy or consulate of who it is that you wish to be informed of your arrest. Family members or friends can also notify the embassy or consulate of your arrest.

Most countries are members of the 1963 Vienna Convention on Consular Relations. This treaty states

(Article 36) that you have the right to inform your embassy or consulate of your arrest. If you are unable to do so yourself, you can ask your warder or the social worker. If Belgium has no representation in the country where you were arrested, as a resident of the European Union you have the right to have an embassy or consulate of another Member State of the European Union, which does have a presence in that country, alerted.

All the information you provide about your situation is strictly confidential, under the law on the protection of privacy in Belgium. If your family or friends contact the Federal Public Service (FPS) Foreign Affairs to get more information about your situation, it will only be communicated if you have given permission through prior contact with the Belgian embassy or consulate.

Support for family and friends of Belgians in a foreign prison

Your family and friends will also be left with many questions and uncertainties. They can contact the International Judicial Cooperation Department of the FPS Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation. Staff will listen to their questions and concerns and answer them, to the extent possible. The service is available by phone on weekdays and by e-mail.

- Tel: +32 2 501 81 11
(between 9am and 4pm)
- E-mail: C1mail@diplobel.fed.be

The service's staff can provide them with general information about the legal system and the conditions of incarceration in a particular country.

If you give permission, the International Judicial Cooperation service can also answer your family members' or friends' questions about your personal situation. The service can also provide information on how to contact you or send packages/money.

Visiting a friend or family member in a foreign prison or sending a package or money

If relatives or friends want to visit or help you by sending clothes, food, money or other items, **it is important to know in advance what is and is not allowed.**

What is allowed in one country may be prohibited in another. Moreover, regulations or customs in the same country still vary from one prison to another. The visiting arrangements or the procedure for sending packages may also differ from country to country.

A general rule is that prison officials open packages, and usually letters, sent to detainees. Phone calls may be tapped.

Usually, there are also certain restrictions on visits: in some countries they are only allowed on certain days, in others the number of visits is limited or one must be able to prove a special relationship with the detainee (for example, by presenting birth certificates or marriage certificates). For example, visitation rights are sometimes denied to an unmarried partner.

In order to avoid disappointment (for example, in the event of a sanitary crisis, such as COVID-19, visitation may be prohibited or restricted), we recommend that you contact your warders or social workers. **Before sending anything or making a visit, family or friends should consult with the International Judicial Cooperation Department at FPS Foreign Affairs (C1.2).** The staff of this service are in close contact with Belgian embassies and consulates around the world and can therefore provide valuable advice.

The choice of a lawyer

Choosing a lawyer is a very important decision that should be made with the utmost care, especially if you are in a country whose language and customs you do not know.

You must make that choice yourself; our embassies and consulates cannot do it for you. Nor can they defend you in court. Just as in Belgium, the preparation of your defence is made exclusively between you and your lawyer.

However, our staff can provide you with a list of local lawyers with certain specialisms (e.g. criminal cases) or lawyers who have previously defended other Belgians.

This list is purely to help you in your choice. It says nothing about the competence of the lawyers and declares itself incomplete. You are, of course, free to choose the lawyer who seems most suitable to you. Experience shows that it is useful to consider the following factors:

- the experience of the lawyer in question with the type of lawsuit you are involved in; his/her reputation;
- ability to express themselves in a language you understand;
- willingness to fix their fee for the entire duration of the process, including any appeal process.

The embassy or consulate cannot intervene in your lawsuit. The internationally recognised principles of separation of powers and non-interference in domestic affairs do not permit any intervention by an embassy or consulate.

The consular services

The services offered by our embassies and consulates vary depending on the case and the country where you were arrested. Within Europe, support is more limited.

For illustrative purposes, the following is an overview of the various services that our embassies and consulates may be able to provide you with, at your request:

In general, the embassy or consulate can:

- notify your family and friends of your arrest;
- provide you and your family with information about the country's prison system;
- contact the competent services to make them aware of your right to defence and/or the right to equal treatment, if the country where you have been arrested or incarcerated does not respect your right to defence or treats you worse or discriminates because you are a foreigner.

If you were apprehended outside of Europe, the embassy or consulate can also:

- help you establish/maintain contact with your family members by, among other things, delivering letters to you (if permitted and if mail delivery is poor) or conveying mes-

- sages to you (if you cannot make normal use of telephone services);
- maintain contact with you by making a consular visit, for example;
- to the extent permitted and at your expense, purchase for you and deliver to you food, clothing or other basic necessities that you cannot obtain in prison. The consulate itself does not provide monetary support to detained Belgians. For this, you will consequently have to draw on your own resources or appeal to family or friends;
- facilitate the transfer of funds if existing channels are unreliable or out of use.

However, under special circumstances (e.g. a sanitary crisis), a consular visit may be impossible or subject to certain conditions.

More specific aid may be provided depending on the situation and the country you are in.

Nonetheless, you should know that for legal and ethical reasons, the embassies and consulates cannot under any circumstances:

- act as legal counsel or interpret local legislation;
- choose, recommend or impose a lawyer, or get involved in preparing your defence;

- pay for the court costs, fines, translation costs or your lawyer's fees;
- violate or circumvent the prohibitions on bringing into or taking out of prison certain items of importance to you;
- arrange for the travel or accommodation of persons coming to visit you.

The transfer of convicts

In certain cases, individuals who were convicted abroad and are also serving their sentences there may be transferred to a prison in their home country. This is to better prepare them for a new and normal life in their own country.

There are 3 agreements that allow for the transfer of convicts

1. The “Convention on the Transfer of Sentenced Persons” concluded in Strasbourg on 21 March 1983 and ratified by Belgium on 6 August 1990. **The Convention is in force in the following countries:** Andorra, Armenia, Australia, Azerbaijan, Bahamas, Bolivia, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Canada, Chile, Costa Rica, Denmark, Ecuador, Georgia, Ghana, Holy See, Honduras, Ireland, Iceland, India, Israel, Japan, Liechtenstein, North Macedonia (former Yugoslav Republic), Mauritius, Mexico, Moldova, Mongolia, Montenegro, Nor-

way, Ukraine, Panama, Russia, San Marino, Serbia, Tonga, Trinidad and Tobago, Turkey, Venezuela, United Kingdom, United States, South Korea and Switzerland.

It could be that other countries have since ratified the treaty. You can find out about this from both our International Judicial Cooperation Department (C1.2) and from the Belgian embassy or consulate in the country of conviction.

2. In addition, a European Framework Decision (European Framework Decision 2008/909/JHA) was adopted on 5 December 2011, regulating the transfer of prisoners within the European Union. This framework decision currently applies to 24 of the 27 Member States of the European Union: Belgium, Cyprus, Denmark, Germany, Estonia, Finland, France, Greece, Hungary, Italy, Croatia, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Austria, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Czech Republic and Sweden. Only Ireland, Denmark and Bulgaria still need to incorporate this Framework Decision into their national legislation; for these countries, the 1983 Convention still applies for the time being.
3. The possible transfer may also be laid down in an **agreement between Belgium and one particular country**. To date, there are bilateral treaties with the Dominican Republic, Hong Kong, Morocco,

Albania, Kosovo, Brazil, China and Thailand. Where possible, bilateral treaties with other countries on this topic will continue to be considered.

However, your possible transfer to Belgium is subject to a number of conditions, which are briefly summarised below:

1. Your court decision must be final; therefore, as long as an appeal against the judgement or sentence remains possible, transfer proceedings cannot be initiated.
2. The crime underlying your request for transfer must be punishable under the laws of both states.
3. You must, in most cases, agree to the transfer. This implies that you must explicitly request the transfer yourself. However, under the Framework Decision, the procedure is also possible without your consent.
4. The state of conviction (which is the state where you were incarcerated) and the state of implementation (Belgium) must both agree to your transfer. Thus, your transfer is not a right that is automatically granted to you. You can only express the wish to be transferred.
5. At the time your request is received, you must still serve at least six months of the sentence. After all, experience shows that, in most cases, the transfer procedure takes more than these six months.

6. The FPS Foreign Affairs is not involved in the transfer procedure. It belongs to the competence of the FPS Justice in implementation of the 1983 Strasbourg Convention and bilateral treaties. The Brussels Prosecutor's Office manages the cases for transfers under the European Framework Decision.

Therefore, all questions regarding the status of the proceedings should be addressed directly to these departments. The FPS Foreign Affairs cannot act as an intermediary in this.

Aid organisations in Belgium

Your arrest abroad may cause several difficulties in Belgium. For help with, for example, the termination of your rental and insurance agreements, the regularisation of your working situation or your contacts with the PCSW and other service organisations, you or your family can turn to the Centres for General Welfare Work (CAW).

We do draw your attention to the fact that aid organisations in Belgium are only allowed to provide social aid in their own countries.

There are 11 CAWs. They provide diversified aid and services to all persons whose well-being is at risk. The CAW for the place where you and/or your family are domiciled or for your last domicile in Belgium can provide support tailored to your specific problems.

Among other things, the CAWs provide first-line legal aid for any legal consequences in Belgium of your imprisonment abroad. They do not provide any financial aid to detainees abroad.

The CAWs can also help with your reintegration into Belgian society. To this end, they will act as a bridge for you and your family, paving the way to the competent PCSW, the National Employment Office, the employment services for your region, temporary employment agencies, etc.

In conclusion

Being arrested or detained in a country where you do not know the customs or court procedures, appearing before a judge who does not speak your own language, is not easy for you or your family.

It is good to know that our embassies and consulates have experience with this type of situation.

We will summarise the most important information and advice:

1. The local authorities are not required to notify your embassy or consulate of your arrest or detention and, in fact, often fail to do so.
2. Under the 1963 Vienna Convention on Consular Relations, you must specifically ask the local authorities for support from:

- the Belgian embassy or consulate in the country where you are;
 - an embassy or consulate of another European country providing assistance to Belgians, if there is no Belgian embassy or consulate in that country (under the European Consular Assistance Agreement).
3. In Belgium, your family or friends can contact the International Judicial Cooperation Department (see address below) with questions about support for the detainee, the legal system and prisons in a particular country, visiting rights, sending packages or letters and for more specific information.
 4. You decide who must and who may be informed.
 5. Choosing a lawyer should be done with due care. The embassies and consulates have a list of lawyers in the country where you are. This list is purely informative and the final choice rests solely with you.
 6. The embassies and consulates can provide information and support, but cannot make decisions or take legal action on your behalf or advocate for any preferential treatment.
 7. All the information provided by you, or your family and friends, to FPS Foreign Affairs, embassies and consulates is strictly confidential.

Contact details

**The Federal Public Service Foreign Affairs,
Foreign Trade and Development Cooperation**

Rue des Petits Carmes 15 — B-1000 Brussels

E-mail: C1mail@diplobel.fed.be

Tel.: +32 2 501 81 11

Fax: +32 2 501 81 70



ROYAUME DE BELGIQUE

Service public fédéral
**Affaires étrangères,
Commerce extérieur et
Coopération au Développement**



KONINKRIJK BELGIË

Federale Overheidsdienst
**Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel en
Ontwikkelingssamenwerking**



KÖNIGREICH BELGIEN

Föderaler Öffentlicher Dienst
**Auswärtige Angelegenheiten,
Außenhandel und
Entwicklungszusammenarbeit**



KINGDOM OF BELGIUM

Federal Public Service
**Foreign Affairs,
Foreign Trade and
Development Cooperation**